



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1189
22 janvier 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

NECESSITE D'ENCOURAGER ET DE DEVELOPPER D'AVANTAGE
LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,
Y COMPRIS LA QUESTION D'UN PROGRAMME DE TRAVAIL A LONG TERME DE LA COMMISSION

Délibérations et décisions de l'Assemblée générale au sujet des autres méthodes
et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies
pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme
et des libertés fondamentales, conformément aux
résolutions 3136 (XXVIII) et 3221 (XXIX)
de l'Assemblée générale

Rapport établi par le Secrétaire général
conformément à l'alinéa a) du paragraphe 3 de la résolution 10 (XXXI)
de la Commission des droits de l'homme

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrophes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 5	1
A. Commentaires généraux	6 - 9	2
B. Renforcement de l'aptitude des organes existants des Nations Unies en vue d'améliorer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales	10 - 14	3
C. Ratification des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et des autres conventions relatives aux droits de l'homme	15 - 16	5
D. Adoption de nouveaux instruments	17 - 18	5
E. Procédures applicables aux communications relatives aux violations des droits de l'homme	19 - 20	6
F. Méthodes d'établissement des faits et procédures d'enquête	21 - 25	6

Table des matières (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
G. Systèmes de rapports périodiques sur les droits de l'homme	26 - 27	8
H. Question de la création d'un Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ou d'un organe analogue	28 - 30	8
I. Question de la création d'organes régionaux dans le domaine des droits de l'homme	31	9
J. Bons offices du Secrétaire général	32	9
K. Etudes portant sur les droits de l'homme	33	9
L. Information et éducation dans le domaine des droits de l'homme	34	10
M. Coopération avec les organisations non gouvernementales	35	10
N. Action des institutions spécialisées	36	10

Introduction

1. On se rappellera qu'à sa vingt-huitième session, tenue en 1973, l'Assemblée générale a adopté la résolution 3136 (XXVIII), par laquelle elle décidait de continuer l'étude des autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'Assemblée décidait également d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trentième session une question intitulée "Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales".
2. A la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, la question a été abordée à propos du point de l'ordre du jour concernant le rapport du Conseil économique et social. Le 6 novembre 1974, l'Assemblée générale a adopté la résolution 3221 (XXIX), dans laquelle elle priait le Secrétaire général de solliciter les vues des Etats membres, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales régionales sur les différents moyens et méthodes qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social étaient invitées à présenter au Secrétaire général toute documentation pertinente sur ce sujet, étant entendu que cette documentation ne s'inspirerait pas de motifs politiques contraires aux principes de la Charte des Nations Unies. Le Secrétaire général était prié d'établir et de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trentième session, un bref rapport analytique en se fondant sur les vues et la documentation présentées, en tenant compte des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, des versions mises à jour des études établies pour la Conférence internationale des droits de l'homme (1968) sur les méthodes et les mesures prises par les organismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme qui ont été publiées en 1974 sous le titre "Activités de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme" 1/ et en tenant compte également de toute autre documentation pertinente.
3. Au cours de l'examen de la question lors de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, plusieurs représentants ont estimé qu'il conviendrait de faire mieux connaître la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte des Nations Unies et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il a également été suggéré d'examiner s'il était possible de remplacer ou d'améliorer le système existant actuellement pour l'étude des plaintes relatives aux violations signalées des droits de l'homme, par des formules telles que l'établissement de comités nationaux 2/.
4. A sa trentième session, l'Assemblée générale a examiné le rapport que le Secrétaire général était prié d'établir aux termes de la résolution 3221 (XXIX) 3/.

1/ Publication des Nations Unies, No de vente F.74.XIV.2.

2/ A/C.3/SR.2073, p. 8.

3/ A/10235.

La question des autres moyens et méthodes qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales a été examinée par la Troisième Commission à ses 2168ème, 2169ème, 2171ème et 2172ème séances tenues respectivement les 24, 25, 26 et 28 novembre 1975. A la 2168ème séance de la Troisième Commission, tenue le 24 novembre 1975, le représentant du Chili a soumis un projet de résolution sur ce point 4/. A sa 2171ème séance, sur proposition des Emirats arabes unis faite conformément à l'article 131 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, la Troisième Commission a décidé, à l'issue d'un vote par appel nominal par 47 voix pour, 22 contre et 39 abstentions, que le projet de résolution du Chili ne serait pas mis aux voix. Sur la recommandation de la Troisième Commission, l'Assemblée a adopté la résolution 3451 (XXX) dans laquelle elle invite instamment les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait à communiquer leurs vues au Secrétaire général conformément au paragraphe 1 de la résolution 3221 (XXIX). Le Secrétaire général est prié, compte tenu des réponses d'Etats Membres et d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui pourront lui parvenir et des vues exprimées au cours des débats de la trentième session de l'Assemblée générale, de présenter une version à jour de son rapport 5/ à l'Assemblée, lors de sa trente-deuxième session. Le Secrétaire général est également prié de faire rapport sur l'état des conventions internationales dans le domaine des droits de l'homme dont il est le dépositaire. Enfin l'Assemblée a décidé d'accorder un haut rang de priorité à l'examen de cette question lors de sa trente-deuxième session.

5. On trouvera résumées ci-après les opinions exprimées quant au fond de la question lors des échanges de vues qui ont eu lieu à la trentième session de l'Assemblée générale.

A. Commentaires généraux

6. Plusieurs représentants ont exprimé leur avis sur l'approche générale qu'il conviendrait d'adopter pour l'examen d'ensemble de la question. Selon certains représentants, en vertu des articles 55 et 56 de la Charte, toutes les activités des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme devaient être fondées sur la coopération volontaire entre les Etats Membres 6/. En faisant aux Etats l'obligation de coopérer dans le domaine des droits de l'homme, les auteurs de la Charte étaient partis du principe que la protection des droits de l'homme est du ressort de la juridiction interne de chaque Etat et devrait tenir compte de son système social et de ses traditions culturelles 7/. Sur le plan juridique, en revanche, la situation était différente et lorsque des violations flagrantes et systématiques

4/ A/AC.3/L.2189 et Corr.1; texte figurant également dans le rapport de la Troisième Commission (A/10404), par. 9. Voir aussi les explications contenues dans la lettre du Représentant permanent du Chili (A/C.3/645) et l'état des incidences financières (A/C.3/L.2192). Voir les paragraphes 23 à 25 ci-dessous.

5/ A/10235.

6/ Voir, par exemple, A/C.3/SR.2169, page 17.

7/ A/C.3/SR.2169, page 6.

des droits de l'homme risquaient de compromettre les relations amicales entre les Etats et de menacer la paix du monde, il y avait là manifestement un motif de préoccupation pour la communauté internationale 8/.

7. Selon une autre opinion générale, si la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme avaient créé un fondement solide sur lequel établir une approche universelle des questions relatives aux droits de l'homme, les Nations Unies n'en devaient pas moins persévérer dans leur tâche et revoir constamment l'opportunité et l'efficacité des diverses mesures et procédures adoptées sous leurs auspices 9/. Les Pactes étaient des instruments historiques qui renforceraient l'aptitude des Nations Unies à s'occuper des questions relatives aux droits de l'homme, mais ils ne représentaient qu'un début et non une fin en soi 10/.

8. Pour certains représentants 11/, il fallait établir une distinction marquée entre d'une part les procédures qui impliquent des réunions officielles et des débats publics, par exemple à la Troisième Commission, au Conseil économique et social, à la Commission des droits de l'homme et à la Sous-Commission et, d'autre part, des méthodes de nature officielle et privée visant à sauvegarder les droits de l'homme, par exemple les bons offices et la conciliation. Ces deux types de procédure pouvaient être appelés à jouer un rôle utile dans la protection et la promotion des droits de l'homme sur le plan international.

9. Plusieurs représentants ont souligné que les Nations Unies devaient s'efforcer de retenir des propositions acceptables pour tous, car les mesures adoptées sur le plan international dans des domaines ayant une importance aussi capitale pour l'humanité doivent être mises en oeuvre partout dans le monde.

B. Renforcement de l'aptitude des organes existants des Nations Unies
en vue d'améliorer la jouissance effective des droits de l'homme
et des libertés fondamentales

10. Les réponses analysées dans le rapport du Secrétaire général 12/ semblent indiquer que plusieurs Etats Membres désirent renforcer et améliorer les mécanismes existants. La question de savoir si l'on tire vraiment le meilleur parti possible des mécanismes existants et des très nombreux instruments en vigueur dans le domaine des droits de l'homme a été posée 13/.

8/ A/C.3/SR.2169, page 6.

9/ A/C.3/SR.2168, pages 5 et 6.

10/ Ibid., page 6; voir aussi section C du présent rapport.

11/ A/C.3/SR.2169, page 2.

12/ A/10235.

13/ A/C.3/SR.2168, page 20.

11. Un représentant a estimé que les Nations Unies devaient poursuivre leurs efforts en vue d'améliorer les mécanismes de protection des droits de l'homme, car même un événement aussi important que l'entrée en vigueur des Pactes ne pourrait résoudre les problèmes essentiels qui se posent dans ce domaine 14/. Cependant, d'autres représentants ont jugé qu'en raison précisément du fait que les mécanismes d'application des Pactes allaient entrer en vigueur prochainement, il conviendrait que les Nations Unies, au lieu d'adopter de nouveaux systèmes, s'attachent à assurer l'efficacité du nouveau mécanisme mis en place par les Pactes et les organes déjà existants des Nations Unies 15/.

12. On a souligné le rôle de premier plan que jouent la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission, dans le cadre des Nations Unies, pour protéger et promouvoir les droits de l'homme. Un délégué s'est référé aux travaux actuels de la Commission concernant la rationalisation de son programme de travail et a estimé qu'il conviendrait d'entreprendre cet examen dans le cadre plus large de l'étude, par l'Assemblée générale, des moyens et méthodes permettant de mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales 16/. Il a été suggéré que l'Assemblée générale accorde une grande attention, à sa prochaine session, aux conclusions de la Commission des droits de l'homme à ce sujet et qu'un point spécial de l'ordre du jour soit consacré au rapport de la Commission 17/.

13. Il a été déclaré qu'il faut trouver un moyen de permettre à l'Assemblée générale d'examiner plus en détail les recommandations des organes subsidiaires dans le domaine des droits de l'homme 18/. A cet égard, certains représentants ont noté avec intérêt la suggestion selon laquelle le Conseil économique et social devrait transmettre directement à l'Assemblée générale, sans en débattre, les rapports de la Commission des droits de l'homme 19/.

14. Il a été suggéré en outre qu'on pourrait envisager de transformer le Conseil de tutelle en un Conseil des droits de l'homme 20/. Toutefois, d'autres représentants ont estimé qu'il convenait de maintenir le Conseil de tutelle, car la Charte lui a expressément confié la charge très importante de faire appliquer le droit des peuples des territoires sous tutelle à l'autodétermination 21/.

14/ A/C.3/SR.2168, p. 6.

15/ A/C.3/SR.2171, p. 14.

16/ A/C.3/SR.2168, p. 19.

17/ A/C.3/SR.2168, p. 19.

18/ A/C.3/SR.2168, p. 19.

19/ A/C.3/SR.2168, p. 19.

20/ A/C.3/SR.2169, p. 4.

21/ A/C.3/SR.2169, p. 18.

C. Ratification des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme
et des autres conventions relatives aux droits de l'homme

15. On a estimé qu'une des méthodes importantes permettant d'améliorer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales consiste à faire en sorte que les accords internationaux existants relatifs aux droits de l'homme soient les plus efficaces possible. A cet égard, une place importante devait être accordée aux mesures visant à augmenter le nombre des parties aux conventions internationales essentielles relatives aux droits de l'homme, notamment les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et à faire de ces instruments des accords internationaux universels. Si un nombre appréciable d'Etats ayant des systèmes sociaux et économiques différents et situés dans des régions différentes devenaient parties à ces instruments, non seulement l'efficacité de ces derniers s'en trouverait accrue, mais le niveau de l'ensemble des activités de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme en serait relevé 22/.

16. Un grand nombre de représentants ont souligné l'importance majeure de l'entrée en vigueur des Pactes. Il a été dit en particulier que les Nations Unies devraient maintenant s'efforcer de rendre pleinement efficace le mécanisme d'application des Pactes 23/. Cependant, un représentant a fait observer que les Pactes, si importants qu'ils soient, n'étaient pas une fin en soi : plusieurs de leurs dispositions contenaient des restrictions et l'efficacité du système de rapports prévu dans les Pactes était limitée par le fait que l'on demandait aux Etats de communiquer des renseignements sur leurs propres pratiques 24/.

D. Adoption de nouveaux instruments

17. Selon certains représentants, si du point de vue de l'établissement de normes les réalisations de l'Organisation des Nations Unies étaient impressionnantes, ses travaux étaient loin d'être terminés. A cet égard, le projet de déclaration relative à la torture représentait un instrument très important aux yeux de certains représentants, et on a attiré l'attention également sur la nécessité d'élaborer une déclaration et, le moment venu, une convention, sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse ainsi qu'une convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes 25/.

18. D'après certains représentants 26/, les activités de l'ONU seraient d'autant plus efficaces que les nouveaux efforts de codification dans le domaine des droits de l'homme seraient conformes aux intérêts et aux aspirations des forces progressistes du monde en ce qui concerne notamment : le droit de tout individu à vivre dans des conditions de paix et de sécurité internationales, la nécessité d'instituer des garanties juridiques pour la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels, l'étude des conséquences néfastes des activités des sociétés transnationales pour la jouissance des droits de l'homme et la nécessité de renforcer les droits et les libertés des organisations syndicales.

22/ A/C.3/SR.2169, p. 12.

23/ A/C.3/SR.2171, p. 14; voir aussi section B ci-dessus.

24/ A/C.3/SR.2168, p. 6; voir aussi section B ci-dessus.

25/ A/C.3/SR.2168, p. 17.

26/ A/C.3/SR.2169, p. 12-13.

E. Procédures applicables aux communications relatives aux violations des droits de l'homme

19. Des représentants ont souligné le vif intérêt qu'ils portaient aux procédures établies par la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social en ce qui concerne les communications relatives aux violations des droits de l'homme. Plusieurs ont affirmé que ces procédures étaient très utiles mais que leur mise au point et leur utilisation laissaient encore à désirer 27/.

20. Un représentant a souligné notamment que, dans le système tel qu'il est appliqué actuellement, le traitement des communications subissait de trop nombreux retards. Il faudrait mettre au point des procédures pour permettre aux divers organes intéressés d'examiner les communications de façon plus régulière et plus ponctuelle 28/. Il a aussi été suggéré de modifier la procédure afin que toutes les décisions prises au sujet de communications soient notifiées aux auteurs de ces communications et aux gouvernements intéressés 29/.

F. Méthodes d'établissement des faits et procédures d'enquête

21. On a déclaré que certaines mesures spéciales, comme la création du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe et du Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation actuelle concernant les droits de l'homme au Chili, s'étaient révélées utiles et constituaient des exemples intéressants de procédures d'enquête sur certaines situations relatives aux droits de l'homme qui préoccupaient grandement la communauté internationale. Toutefois, on a relevé qu'il n'existe pas actuellement de principes généraux et de critères préétablis, susceptibles d'être appliqués aux enquêtes futures. A cet égard, il a été suggéré que la Troisième Commission étudie les moyens propres à garantir que des commissions d'enquêtes soient constituées chaque fois que cela est nécessaire, peut-être même automatiquement, et qu'elle élabore à l'avance des critères généraux pour définir la composition et les méthodes de travail de ces commissions 30/. Cependant, on a fait remarquer qu'en vertu de la Charte, aucun Etat ne peut faire l'objet d'une procédure d'enquête internationale, à la suite d'une décision majoritaire d'un organe international, sans le consentement exprès de cet Etat 31/.

22. Le Chili a proposé^{32/} que l'Assemblée générale charge le Secrétaire général "d'instituer un groupe de dix experts d'une compétence reconnue ayant des connaissances éprouvées dans le domaine des droits de l'homme, au sein duquel les diverses régions géographiques seront représentées en prenant en considération les différents régimes juridiques, en vue de procéder à une étude destinée

27/ A/C.3/SR.2168, p. 18.

28/ A/C.3/SR.2169, p. 3.

29/ Ibid.

30/ A/C.3/SR.2168, p. 9, A/C.3/SR.2171, p. 14.

31/ A/C.3/SR.2169, p. 7.

32/ Voir note 4 ci-dessus.

à établir une procédure d'examen des communications relatives aux violations des droits de l'homme". Selon cette proposition, cette procédure "devra être fondée sur une participation appropriée des organismes régionaux, être universelle dans son domaine d'application, être automatique et obligatoire pour tous les Etats Membres, éviter les chevauchements de compétences, comporter des mécanismes convenables de collaboration entre l'Organisation et les Etats faisant l'objet de l'enquête et conférer à ces derniers des garanties appropriées de discrétion et d'équité". Il a été proposé que le Groupe d'experts présente son rapport au Conseil économique et social à sa soixante et unième session, pour que l'Assemblée générale puisse ensuite l'examiner à sa trente et unième session.

23. Diverses opinions ont été exprimées au sujet de cette proposition. En sa faveur, on a fait valoir que la procédure d'enquête sur les communications relatives aux violations des droits de l'homme devait être universelle et automatique, afin de fonctionner chaque fois que se produisent des violations des droits de l'homme. Les enquêtes sur les droits de l'homme devraient s'effectuer dans le monde entier, selon des méthodes objectives 33/. On a aussi déclaré que la proposition s'inspirait d'une attitude positive 34/ et constituait un progrès dans les efforts tendant à établir un mécanisme approprié, chargé non seulement d'enquêter sur les violations présumées des droits de l'homme mais aussi de prévenir ces violations et de promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales 35/.

24. Contre cette proposition, on a prétendu qu'elle était en contradiction avec la Charte des Nations Unies et qu'elle avait été motivée par des considérations politiques 36/. Il a été affirmé qu'elle menacerait sérieusement le système de coopération pacifique entre Etats souverains, tel qu'il est consacré dans la Charte, car elle encouragerait l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats 37/.

25. Selon d'autres opinions exprimées, les principes énoncés dans la proposition étaient acceptables mais le texte lui-même soulevait des difficultés 38/; la proposition était intéressante mais il serait prématuré de l'examiner, d'autant plus que le temps faisait défaut à la trentième session. Il a été suggéré de l'inclure dans les réponses à la demande du Secrétaire général concernant les vues des Etats Membres sur la question, ce qui permettrait de l'étudier adéquatement 39/.

33/ A/C.3/SR.2168, p. 16.

34/ A/C.3/SR.2169, p. 21.

35/ A/C.3/SR.2169, p. 16.

36/ A/C.3/SR.2169, p. 19; A/C.3/SR.2171, p. 9; A/C.3/SR.2171, p. 15.

37/ A/C.3/SR.2169, p. 7.

38/ A/C.3/SR.2171, p. 12.

39/ A/C.3/SR.2171, p. 18; voir aussi A/C.3/SR.2168, p. 19; A/C.3/SR.2169, p. 24; A/C.3/SR.2171, p. 4, 12, 18.

G. Systèmes de rapports périodiques sur les droits de l'homme

26. D'une manière générale, on a estimé qu'il fallait étudier attentivement les divers systèmes de rapports périodiques sur les droits de l'homme, mentionnés dans le rapport du Secrétaire général (A/10235). De l'avis de quelques représentants, il était essentiel d'éviter des travaux faisant double emploi, car les Pactes internationaux prévoyaient aussi un système de présentation de rapports périodiques 40/.

27. On a estimé qu'il serait possible d'apporter plus de soin à l'évaluation des nombreux rapports soumis par les Etats Membres, en particulier de la volumineuse documentation sur les droits sociaux, économiques et culturels 41/.

H. Question de la création d'un Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ou d'un organe analogue

28. Quelques représentants ont souligné qu'à leur avis, on pourrait efficacement renforcer l'autorité des organes existants de l'Organisation des Nations Unies en créant un Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. En tant qu'autorité indépendante, le Haut Commissariat pourrait faire office d'intermédiaire entre les organes actuels de l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales, et il pourrait se mettre en rapport directement avec les gouvernements, en vue notamment de faciliter le règlement des différends et d'encourager la ratification des conventions relatives aux droits de l'homme. On a exprimé l'opinion selon laquelle la création d'un tel Haut Commissariat contribuerait à dépolitiser et à rendre plus efficaces les procédures d'examen des communications relatives aux droits de l'homme. Les activités du Haut Commissariat aux droits de l'homme ne constitueraient pas une ingérence dans les affaires intérieures des Etats car les violations des droits de l'homme étaient considérées à l'heure actuelle comme une préoccupation légitime de la communauté internationale 42/.

29. D'autres représentants ont affirmé leur opposition à la proposition, en faisant valoir notamment qu'elle reposait sur l'idée erronée selon laquelle les organes actuels de l'Organisation des Nations Unies n'étaient pas en mesure de résoudre les problèmes relatifs à la protection internationale des droits de l'homme, et en affirmant que la création d'un Haut Commissariat entraînerait une intervention directe ou indirecte dans les affaires intérieures des Etats. Les représentants opposés à la proposition ont estimé que la création d'un tel organe serait contraire à certains principes fondamentaux de la Charte relatifs à la coopération internationale visant à favoriser le respect des droits de l'homme 43/.

30. Différentes opinions ont aussi été exprimées sur la question de la désignation de commissaires régionaux aux droits de l'homme. Un représentant a suggéré la création d'un collège de cinq commissaires aux droits de l'homme - un par groupe régional de l'Organisation des Nations Unies - qui serait composé d'experts indépendants et qui,

40/ A/C.3/SR.2169, p. 13.

41/ A/C.3/SR.2169, p. 9.

42/ Voir, par exemple, A/C.3/SR.2169, p. 20.

43/ A/C.3/SR.2169, p. 18.

placé sous l'autorité de l'Assemblée générale et travaillant en contact étroit avec la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, assurerait principalement un rôle de "bons offices" pour le règlement des questions relatives aux droits de l'homme, qui se posent au niveau régional 44/. Toutefois, un autre représentant a déclaré qu'il ne voyait pas la nécessité de nommer plusieurs commissaires régionaux et a estimé qu'il serait préférable qu'un seul Haut Commissaire aux droits de l'homme soit responsable des liens entre les organes régionaux et l'Organisation des Nations Unies 45/.

I. Question de la création d'organes régionaux dans le domaine des droits de l'homme

31. On a estimé qu'il serait souhaitable de créer sur tous les continents des commissions régionales des droits de l'homme, conformément à des conventions régionales, comme cela s'est fait en Amérique et en Europe occidentale 46/. D'autre part, il a été suggéré que l'Assemblée générale recommande la création, dans le cadre des organismes des Nations Unies, de commissions régionales des droits de l'homme, semblables aux commissions économiques régionales. Pour assurer l'harmonisation nécessaire des efforts déployés au niveau régional conformément à des directives générales de portée universelle, il faudrait établir des liens adéquats entre les institutions régionales et les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, en particulier la Commission des droits de l'homme 47/. Il a été fait mention des recommandations formulées par le Séminaire sur les droits de l'homme, tenu à Dar-es-Salam en 1973, concernant la création d'un mécanisme régional africain dans le domaine des droits de l'homme.

J. Bons offices du Secrétaire général

32. On a attaché beaucoup d'importance au rôle que le Secrétaire général peut jouer, en offrant ses bons offices, pour promouvoir les droits de l'homme. On a estimé qu'il était en mesure d'agir rapidement et avec discrétion pour donner satisfaction aux Etats Membres. Les résultats obtenus par le Secrétaire général dans ce domaine ont été appréciés, et on a exprimé l'espoir que le Secrétaire général, secondé notamment par la Division des droits de l'homme du Secrétariat, continuerait à accorder un haut rang de priorité à ces efforts 48/.

K. Etudes portant sur les droits de l'homme

33. On a pris note avec intérêt du fait que quelques organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif avaient suggéré que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités devrait examiner, en tant que sujet d'une étude, les relations existant entre les dispositions relatives aux droits de l'homme et le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, afin d'établir des

44/ A/C.3/SR.2168, p. 7.

45/ A/C.3/SR.2169, p. 23.

46/ A/C.3/SR.2168, p. 8.

47/ A/C.3/SR.2168, p. 11.

48/ A/CN.3/SR.2168, p. 6.

critères permettant de déterminer si telle ou telle violation des droits de l'homme peut être considérée comme une préoccupation légitime de la communauté internationale, et de garantir que les Etats Membres n'invoquent en aucune façon cette disposition pour se soustraire à leurs responsabilités 49/.

L. Information et éducation dans le domaine des droits de l'homme

34. On a exprimé l'avis qu'il faudrait accorder plus d'importance à la diffusion de l'information concernant les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Il faudrait chercher à attirer l'attention d'un plus grand nombre de personnes sur les instruments fondamentaux relatifs aux droits de l'homme adoptés par l'Organisation des Nations Unies et, en particulier, faire traduire dans toutes les grandes langues du monde le recueil d'instruments internationaux des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme 50/. Les gouvernements devraient être instamment priés d'assurer la diffusion de l'information sur les droits de l'homme et l'Organisation des Nations Unies devrait continuer à faciliter les échanges de données d'expérience et d'opinions sur les différents problèmes importants que posent les droits de l'homme, notamment en organisant des séminaires dans le cadre du Programme de services consultatifs 51/.

M. Coopération avec les organisations non gouvernementales

35. On a exprimé l'opinion que la coopération des organisations non gouvernementales était essentielle, notamment en ce qui concerne la diffusion de l'information concernant les droits de l'homme 52/.

N. Action des institutions spécialisées

36. Plusieurs représentants ont déclaré que la coordination de toutes les activités déployées dans le système des Nations Unies revêtait une importance croissante, compte tenu de différents facteurs, parmi lesquels l'augmentation du volume de travail des institutions spécialisées dans le domaine des droits de l'homme.

49/ A/C.3/SR.2169, p. 20-21.

50/ Droits de l'homme : recueil d'instruments internationaux des Nations Unies (Publication des Nations Unies, No de vente 73.XIV.2), voir A/C.3/SR.2168, p. 12.

51/ A/CN.3/SR.2168, p. 12.

52/ A/C.3/SR.2169, p. 3.